

# and co

Qu'un «historien» reclus dans une sorte de solitude insolente se trompe, à ce point, on peut, à la limite, en admettre l'éventualité, tout en le débusquant et en le démythifiant mais quand le phénomène dépasse les frontières de la singularité pour revêtir la forme d'un mouvement organisé, ramifié, le réflexe de la conscience patriotique est d'alerter et de s'opposer, avec force et détermination, à ce type d'entreprises pleines de périls.

«L'Histoire de l'Algérie, décrète, Benjamin Stora, sera écrite par la diaspora algérienne.» Autrement dit, par les groupuscules d'hybrides auxquels des organismes français spécialisés accordent des bourses «d'études et de recherches», assorties d'un cahier des charges imposant une ligne éditoriale, politiquement orientée, pour produire des œuvres de dissimulation, de dissipation et de diversion. Pour ainsi dire, des machines de guerre des mémoires.

Un danger sur lequel certains milieux politiques et médiatiques semblent fermer, pudiquement, les yeux, découvrant, par ailleurs, au nouveau concept «d'Histoire partagée» qui court ces derniers temps les rues de Paris et d'Alger, les vertus d'une lessive magique fabriquée pour laver plus blanc et niveler l'Histoire par le bas.

Il est fort regrettable que des intellectuels algériens, par ailleurs, acteurs – certes, secondaires – de la Révolution, aient consenti à s'associer à ces attelages brinqueballants, joignant leurs voix à celles de ces faux amis de l'Algérie.

Il est, tout aussi, navrant que des moudjahidate, des universitaires et de hauts responsables se déplacent à Paris comme on se rendrait à Canossa pour «parlementer» avec les porte-parole de nos anciens bourreaux, les Bernard-Henri Lévy et consorts alors qu'ils auraient été mieux inspirés de mobiliser les ressources juridiques et judiciaires internationales disponibles pour faire asseoir le sinistre Aussaresses dans le box de la TPI occupé, aujourd'hui, par Ratko Mladic.

Hier Chirac et récemment Hollande ont refusé, pour des considérations de politique intérieure, de parler avec les leaders du Front national, un parti pourtant légal et disposant d'un capital électoral de 6 millions de voix. C'est pour vous dire ! Parce que, en République, on ne transige pas sur la question des principes et des valeurs.

Il est vrai que, pour être juste, la «légende» raconte que le président Houari Boumediène avait quitté la salle de projection du cinéma «Algeria», pour protester contre une des scènes d'un film algérien montrant Larbi Ben M'hidi en train de dialoguer avec le colonel Bigeard, ce tortionnaire auquel un «journaliste» avait ouvert, à l'époque de Chadli Bendjedid, les colonnes d'*Algérie Actualités* pour une interview de la honte.

Pourquoi en est-on arrivé à cette inconfortable et très gênante situation ?

Abstraction faite de toutes les tares accumulées, par l'écriture officielle, conformiste, linéaire, sans éclat, dont le procès commence par être instruit, de façon un peu désordonnée, certains milieux algériens ont cru, depuis longtemps, pouvoir faire du lobbying auprès des autorités françaises en actionnant ce type de leviers étrangers représentés par des journalistes, des historiens et des animateurs d'associations d'amitié qui, en plus d'être d'insatiables budgétivores, sont de peu de poids dans la balance et l'architecture de la décision de l'Etat français.

Une des preuves les plus récentes de

ce genre d'inconséquences, imputable, celle-là, aux milieux médiatiques, le peu recommandable Robert Menard qui vient de se fendre d'un «Vive l'Algérie française», un autre ouvrage «d'histoire» à la gloire de la colonisation !

On se souvient, tous, que ce personnage qui sévit aujourd'hui dans les studios des chaînes de télévision revanchardes, en faisant chœur avec l'ultra Eric Zemmour et le sirupeux Jean-Pierre El-Kabbach, était, il n'y a pas si longtemps, accueilli à bras ouverts, en sa qualité de secrétaire général de Reporters sans frontières, invité à nous donner des leçons de morale et de démocratie.

Combien sommes-nous naïfs de penser que nous avons affaire à des Edgar Snow ou à des Jean Lacouture, des hommes de conviction, au-dessus de tout soupçon, susceptibles d'appuyer et de relayer nos légitimes requêtes alors que nos ragondins ne sont que des seconds couteaux, juste capables de servir de vulgaires propagandistes relayeurs des idées fascistes et racistes des Maurras et Deroulède, leurs modèles et référents idéologiques !

Si le lobbying et la manipulation avaient pu être féconds, on l'aurait su, depuis 1962, et si tel avait été le cas, la loi française glorifiant le colonialisme n'aurait jamais vu le jour. Alors basta !

Toutes choses étant par ailleurs égales, l'opinion algérienne est en droit de demander : «Et que font nos historiens, nos élites pour faire pièce à cette imposture et écrire, en sortant de ce tête-à-tête imposé avec la France, tant il est vrai que «ceux qui ont le privilège de savoir ont le droit d'agir», ainsi qu'Einstein le clamait sur tous les toits.

En vérité, ce n'est pas à eux qu'on devrait jeter la première pierre.

D'abord parce qu'ils ont produit, en temps voulu, des œuvres courageuses qui ont été, délibérément, enfouies ou combattues, ensuite, parce que, gagnés par le doute ou la crainte du prince du moment, ils ont baissé les bras ou sont disparus prématurément.

L'Algérie a compté et compte encore des historiens de renom et lorsqu'on sépare le bon grain de l'ivraie, nous pouvons, nous aussi, consulter, avec la chance de beaucoup apprendre, les travaux de sommités comme Moubarek El-Mili, l'auteur de la première *Histoire contemporaine de l'Algérie* publiée en arabe, en 1930, l'année de la commémoration du Centenaire ; Mahfoud Keddache, généraliste et en même temps spécialiste de la période ottomane ; Belkacem Saâdallah, généraliste et en même temps spécialiste de la période arabe ; Chérif Sahli, le brillant signataire de *Décoloniser l'Histoire* ; Mouloud Gaïd, Mohamed Teguia, Abdelhamid Benzine, Daho Djerbal, Slimane Chikh, Abdelmadjid Méziane, Mahfoud Bennoune, Abdelhamid Zouzou qui a écrit une épaisse et instructive histoire des Aurès. Ceci sans parler des dizaines d'essayistes, d'acteurs-témoins comme Ferhat Abbas, Benyoucef Benkhedda, Réda Malek, Ahmed Taleb El-Ibrahimi, Belaïd Abdeslam, Mostefa Lacheraf, Frantz Fanon, Sadek Hadjeres, Boualem Bourouiba, Mohamed Farès, Ahmed Akkache et j'en oublie involontairement.

Ceci dit, nous mentirions si nous prétendons que tout est net chez nos élites.

Nombre de leurs épigones petit-bourgeois – pas tous heureusement – ont choisi de s'aligner sur les positions révisionnistes de leurs mentors français, par intérêt de classe, comme relevé, plus haut,

parce que l'Histoire – qu'on le veuille ou non – est un champ de bataille social et politique qui prolonge celui de la guerre, en quelque sorte, une troisième mi-temps que les vaincus veulent faire jouer, de force, pour gagner le match.

Certains d'entre eux en sont, encore, à courir après une chimérique «Nation en construction» ou à lancer des avis de recherche sur «le centre réel du pouvoir», de la même façon qu'avait cru devoir le faire Michel Jobert, le ministre français des Affaires étrangères, envoyé à Alger, à la fin des années 1970, par Georges Pompidou pour s'en enquérir.

Pour sûr que tout cela est déplorable et qu'il y a mieux à faire ! A commencer par agir :

1) En se rapprochant du peuple, au lieu de se cloîtrer dans les tours d'ivoire d'où lui sont, régulièrement, envoyées bulles et encycliques papales.

2) En libérant l'écriture de l'Histoire et en la nettoyant des scories et des gloses qui l'ont pétrifiée depuis 50 ans.

3) En écrivant chacun, à son niveau, au poste qu'il occupe et avec le matériau dont il dispose l'histoire multiple de notre Nation, l'histoire politique, l'histoire militaire, l'histoire économique, l'histoire diplomatique, l'histoire des partis, l'histoire du renseignement et des transmissions, l'histoire des camps de concentration et de regroupement, l'histoire de l'émigration, l'histoire de la conscription... afin de réhabiliter le peuple qui en avait été l'alpha et l'oméga.

4) En responsabilisant l'Etat, à travers ses institutions exécutives, législatives et judiciaires, dans l'action de criminalisation du système colonial et de récupération des archives stockées à Aix-en-Provence et Vincennes.

5) En mobilisant la société civile pour inciter à la restauration de la dignité nationale face aux compromissions des classes possédantes et des puissances de l'argent informel avec les tenants du révisionnisme.

6) En mettant un terme définitif à l'importation de notre Histoire au moyen d'une politique d'encouragement moral et matériel à l'écriture dont la cheville ouvrière devrait être, en grande partie, au plan logistique, un ministère de la Mémoire.

Dans cette perspective, les institutions concernées devront se ressaisir et corriger leurs erreurs pour qu'à titre d'exemple une moudjahida de la stature de Djamilia Bouhired ne soit plus réduite à mendier ses soins et pour que des médailles du mérite national ne soient plus distribuées, à droite et à gauche, à des footballeurs étrangers, alors qu'un moudjahid de la trempe de Si Salah Bounbider est parti sans qu'on la lui accorde.

De ce point de vue-là, et c'est, peut-être, anecdotique mais très parlant, les drapeaux algériens qui sont brandis par nos jeunes sur les tribunes de nos arènes et de plusieurs stades européens, en lieu et place des drapeaux canadiens et italiens d'il y a vingt ans, renseignent sur l'amour que les nouvelles générations portent à leur patrie et partant sur leurs pressantes attentes.

Envoyez-leur un message fort qui les rassure !

Enfin, pour conclure et mettre en garde, encore une fois, contre les faux amis de l'Algérie, j'invite à méditer cette «auguste» pensée d'un politologue bien en vue dans le microcosme parisien, en l'occurrence Pierre Rosanvallon qui a déclaré à une chaîne de télévision, il y a quelques semaines, à propos de la crise qui secoue le Vieux Continent depuis

2009 que «l'Europe doit racheter la Seconde Guerre mondiale, le communisme à l'Est, le nazisme, le fascisme, les dictatures militaires en Grèce, au Portugal et en Espagne, tout ce qui avait sali son passé pour construire une Nation conçue comme un espace de redistribution fédéral où les partenaires partageraient risques et bénéfices financiers, à la condition de se défaire du populisme extrémiste de gauche et de droite, le seul facteur de déstabilisation sur lequel elle bute actuellement...», une très belle et généreuse déclaration sauf que cet autre habitué des colonnes des médias algériens oublie, lui aussi, dans la foulée, de rappeler que l'Europe coloniale et pro-sioniste, France en tête, doit également racheter, pour se refaire une conscience morale propre, le sionisme et toutes les guerres impitoyables qu'elle a livrées aux peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.

Mais chassez le naturel, il revient au galop !

Les nouveaux intellectuels européens et surtout français s'intéressent, plutôt, à remettre au goût du jour la politique du bâton.

L'incorrigible BHL se vante, ainsi, dans un grotesque et pitoyable bis-repetita, de ce que la violence soit devenue la véritable profession de foi du philosophe au contraire de la sagesse, la vertu périmée de Socrate.

Il en a fait un argument de marketing pour lancer, au dernier Festival de Cannes, son film *Le serment de Tobrouk* dont l'affiche met en exergue sa photo, debout, à l'ombre d'une grande croix de Lorraine, le symbole de la croisade de l'Otan contre le peuple libyen.

Et dire que cet agitateur avait failli, dans les années 90, tourner, à l'invitation d'un «responsable» algérien, un film sur *l'Algérie en crise* dans la région de Aïn Defla et Chlef.

Avec ce petit soldat de plomb en froc noir, ça commence toujours avec un film et ça se termine par un autre.

Heureusement que votre serviteur, de là où il était, avait mobilisé toutes les énergies nécessaires pour faire avorter le projet.

Avec le recul, je me réjouis d'avoir fait prendre par qui de droit – merci Si Liamine Zeroual ! – une décision qui, a posteriori, honore notre pays.

A quand le tour des autres ?

B. M.

## P. S. 1 :

Jean-Pierre Foucault, l'animateur de TF1, est remonté dans l'estime de beaucoup d'Algériens pour avoir refusé, dans son livre *La couleur des souvenirs*, paru la semaine dernière, d'incriminer le FLN dans l'assassinat de son père, venu à Alger en février 1962, un mois avant le cessez-le-feu, inspecter une des succursales de sa société basée à Marseille où il résidait.

Il a plutôt imputé ce crime aux associés de son père, soupçonnés d'avoir détourné des fonds alors que les ultras de l'OAS auraient voulu qu'il en fasse porter la responsabilité aux fidaïens algériens.

Comme quoi, l'honnêteté finit toujours par avoir raison du mensonge.

## P. S. 2 :

Jusqu'à quand devrions-nous subir ces pages de publicité «patriotiques» régulièrement insérées, sur les médias, lors de nos fêtes nationales, par certaines compagnies étrangères, installées ici, et qui puent l'hypocrisie mercantile ?